

ROSA Newsletter

Zoom Acquisitions de terres agricoles à grande échelle : Quels enjeux pour la sécurité alimentaire ?

Ces deux dernières années, les marchés agricoles ont été marqués par une grande instabilité. Après avoir atteint des sommets historiques, les cours des principaux produits alimentaires ont commencé à fléchir à partir du second semestre 2008. Au-delà des facteurs conjoncturels, ces évolutions résultent des **changements structurels** : le ralentissement de la croissance de la production, la faiblesse des stocks, la hausse continue des quantités utilisées pour la consommation humaine et l'alimentation animale, les prix de l'énergie et la forte croissance de la demande de biocarburants. Les marchés financiers ont également contribué à amplifier les variations des prix et l'instabilité des marchés agricoles¹.

Ces évolutions sont en partie à l'origine d'un phénomène nouveau, de par son ampleur et les objectifs visés, d'acquisition de terres à grande échelle pour l'investissement agricole. Suite à la flambée des prix alimentaires, de nombreux États ont décidé d'adopter ou de poursuivre des stratégies de sécurisation de leurs approvisionnements alimentaires (par la location ou l'achat des terres à l'étranger). Il existe également une demande accrue en terres pour des cultures destinées à la production des biocarburants ou des cultures commerciales. De plus, la crise de 2008 a poussé le secteur financier à s'intéresser aux ressources foncières pour réorienter ses investissements (en prévision de la hausse des cours des produits agricoles ou de la valeur des terres arables). Cette tendance risque de s'amplifier étant donné qu'aucune évolution structurelle ne se dessine à court et moyen termes (cf. encadré No. 1).

Cet article vise à présenter les **caractéristiques de ce phénomène** (ampleur, nature et acteurs impliqués) et à mettre en évidence les **principaux enjeux** en matière de sécurité alimentaire.

Encadré No. 1 : Perspectives à moyen terme pour les marchés agricoles

Les prix des produits agricoles continuent de baisser mais il est peu probable qu'ils retrouvent les niveaux moyens de la dernière décennie (avant les pics de 2007/2008)².

On assiste à un retour des prix élevés de l'énergie. Une poursuite de cette tendance pourrait avoir pour conséquence une augmentation des coûts de production (avec des répercussions sur l'offre) et une croissance rapide de la demande de biocarburants. La reprise économique dans plusieurs marchés émergents est également un facteur déterminant pour l'augmentation de la demande et le niveau des prix sur les marchés agricoles.

Source : OCDE-FAO (2010)

Un phénomène dont l'ampleur est difficilement quantifiable

À l'échelle globale, les estimations actuelles sont limitées. Cela s'explique en partie par le caractère confidentiel des contrats et par le fait qu'une bonne partie de projets ne sont pas encore en phase de mise en œuvre. Toutefois, les quelques données disponibles confirment une tendance à la hausse engagée depuis plusieurs années.

EuropeAid

Le ROSA est une initiative de :



COMMISSION
EUROPÉENNE

ROSA Newsletter N° 22

FR

¹ Le Zoom de ROSA No. 10 présente une analyse des facteurs structurels et conjoncturels à l'origine de la fluctuation des prix internationaux.

² Les cours moyens du blé et des céréales secondaires seront, selon les projections, de 15 à 40% supérieurs à leur moyenne de la période 1997-2006, tandis que la hausse du prix des huiles végétales devrait dépasser 40%.

Le rapport de la CNUCED (2009) fait état d'une **importante augmentation des IDE**³, avec l'arrivée d'un certain nombre de « nouveaux investisseurs » et des investissements spéculatifs dans l'agriculture et la terre. Entre 2005 et 2007, ces flux ont triplé pour atteindre 3 milliards de dollars par an. Bien que les IDE dans l'agriculture restent faibles, ils occupent désormais une place relativement importante dans certains PMA (Cambodge, Laos, Malawi, Mozambique et Tanzanie) et non PMA (Équateur, Honduras, Indonésie, Malaisie et Vietnam). Au vu des principaux produits ciblés, on constate que les régions se sont plus ou moins spécialisées. En Asie du Sud par exemple, les investissements sont concentrés dans la production à grande échelle de riz et de blé, tandis que dans d'autres régions d'Asie, ils sont davantage axés sur les cultures commerciales, la viande et la volaille⁴. Ce rapport ne donne toutefois aucune indication sur les mécanismes d'achats ou locations de terres.

A partir des **informations fournies par les médias**, l'IFPRI⁵ a estimé que depuis 2006, de 15 à 20 millions d'hectares de terres agricoles ont fait l'objet de transactions ou de négociations avec des investisseurs étrangers⁶.

En Afrique subsaharienne, une étude réalisée par l'IIED en collaboration avec la FAO et le FIDA analyse les **acquisitions de terres agricoles dans sept pays** (Éthiopie, Ghana, Mali, Madagascar, Soudan, Mozambique et Tanzanie)⁷. Bien que de portée limitée, cette étude fait apparaître des tendances clés de ce phénomène dans la région : i) une augmentation significative des investissements agricoles et des transactions foncières, ii) une hausse du nombre de projets et des surfaces affectées et iii) la prédominance du secteur privé, même si les gouvernements des pays d'origine des investisseurs peuvent jouer un rôle important (cf. encadré No. 2). Les acquisitions foncières par des investisseurs nationaux peuvent être également significatives mais elles concernent des surfaces de plus petite taille.

3 IDE : Investissements directs étrangers.

4 CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2009.

5 Joachim von Braun et Ruth Meinzen-Dick, "Land grabbing" by foreign investors in developing countries: Risks and opportunities, IFPRI Policy Brief 13, avril 2009.

6 Ces estimations doivent être interprétées avec prudence car les sources n'ont pas été systématiquement vérifiées.

7 Cotula et al., *Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international deals in Africa*, IIED- FAO-FIDA, juin 2009. Cette étude inclut l'analyse d'un échantillon de contrats, des études de cas dans deux pays ainsi que des inventaires des acquisitions foncières agricoles de 2004 à mars 2009 dans 5 pays.

Encadré No. 2 : Principaux constats sur l'acquisition foncière en Afrique

- **Les niveaux d'activité sont significatifs.** Les opérations enregistrées entre 2004 et début 2009 atteignent un total de 2,5 millions d'hectares⁸ (pour les pays étudiés).

- **Une tendance à la hausse à la fois dans le nombre de projets et dans les surfaces négociées.** La taille de certaines acquisitions peut être très importante (environ 450 000 hectares négociés pour un projet de biocarburants à Madagascar par exemple).

- **La prédominance du secteur privé et des investissements étrangers.** Les transactions du secteur privé représentent près de 90% des surfaces foncières. Les investissements gouvernementaux couvrent le reste.

Source : IIED (2009)

Une grande diversité d'acteurs et de stratégies

Depuis quelques années, on observe une montée en puissance des **stratégies d'externalisation** de la production agricole⁹, sous différentes formes (location de terres, achat à terme de récoltes, etc.). Une tendance plus récente concerne les investissements en aval des filières agroalimentaires, en particulier les activités logistiques.

Ces stratégies sont mises en œuvre principalement par les **pays densément peuplés à forte croissance économique d'Asie** (Chine, Corée du Sud) et les **pays importateurs nets d'aliments**, en particulier en **Moyen-Orient** (cf. figure No. 1). Les opérations sont réalisées directement par les États ou via des entreprises d'État et des fonds souverains. L'étude de l'IIED souligne que les prises de participation dans les projets d'investissement par les gouvernements sont en phase de croissance.

Les **acteurs du secteur privé**¹⁰ restent **majoritaires** avec l'émergence de fonds d'investissements. Mais les montages et les modalités de mise en œuvre sont souvent complexes, imbriquant dans un même projet des structures publiques et privées¹¹. Les gouvernements des pays d'origine des investisseurs peuvent apporter un soutien (diplomatique et

8 Ce chiffre n'inclut pas les opérations de moins de 1 000 hectares.

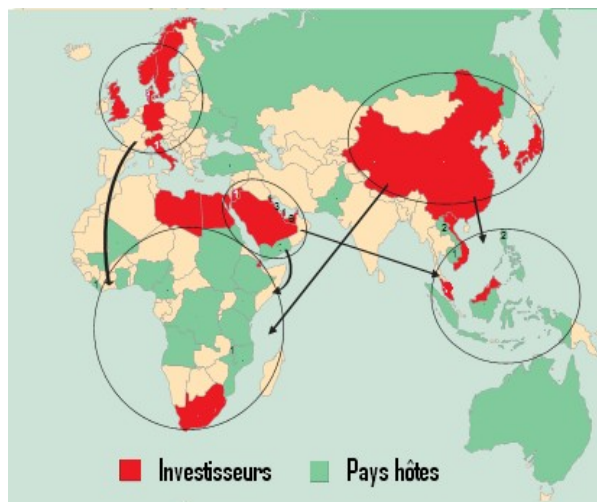
9 Elles visent la production alimentaire, l'alimentation animale et la production d'agrocarburants. Dans le cas des États du Moyen Orient, les nouveaux projets d'investissements prennent la forme de stocks stratégiques permettant d'influer sur les cours internationaux des produits agricoles et, plus directement, d'assurer la disponibilité d'un certain volume de denrées alimentaires.

10 Les investisseurs peuvent être des multinationales issues des secteurs de l'agroalimentaire et de l'énergie, ou des acteurs financiers (banques, fonds d'investissements).

11 Comité technique « Foncier et développement », Les appropriations de terres à grande échelle. Analyse du phénomène et propositions d'orientations, juin 2010.

financier) aux transactions privées. Par exemple, suite à la flambée de prix en 2008, le gouvernement des Émirats Arabes Unis a encouragé certains acteurs publics et privés à investir dans l'achat des terres au Pakistan et au Soudan¹².

Figure 1 : Investissements fonciers à finalité agricole en Afrique et en Asie (2006-mai 2009)



Source : CNUCED, 2009¹³

Quant aux **pays concernés** par les acquisitions de terres, environ la moitié des projets seraient concentrés en Afrique, plus de 20% dans la région Pacifique-Asie de l'Est, moins du quart dans la zone Europe-Asie centrale, et environ 10% en Amérique Latine¹⁴. La demande de nouvelles terres portera principalement sur l'Afrique et l'Amérique Latine¹⁵ et dans une moindre mesure, l'Asie de l'Est. Néanmoins, l'existence d'un potentiel de terres pouvant être cultivées doit être analysée avec précaution (cf. encadré No. 3).

Encadré No. 3 : Des estimations divergentes selon les sources

L'évaluation des disponibilités en terres agricoles montre des écarts considérables selon les méthodologies utilisées, les sources et les auteurs. Les surfaces inutilisées ont été jusqu'à une époque récente, largement surestimées. Les estimations surévaluent les surfaces cultivables, sous estiment les surfaces aujourd'hui en culture et ne prennent pas suffisamment en compte les autres usages essentiels de la terre (la conservation des forêts et les usages pastoraux).

12 Centre d'Analyse Stratégique (CAS), Les cessions d'actifs agricoles à des investisseurs étrangers dans les PED, juin 2010.

13 Ces chiffres ne comprennent que les accords confirmés qui ont été signés.

14 Selon la revue de presse réalisée par l'ONG GRAIN entre octobre 2008 et juin 2009.

15 90% des terres cultivables se trouveraient en Afrique et en Amérique Latine.

De plus, une partie des terres considérées comme cultivables, en particulier en Afrique subsaharienne sont soumises à plusieurs contraintes qui affectent la fertilité, réduisant dans de très fortes proportions les superficies de terres encore disponibles pour l'agriculture.

Source : Adapté de Duran-Lasserve (2010)

Trois enjeux majeurs pour la sécurité alimentaire

La flambée des prix alimentaires a replacé les politiques agricoles et de sécurité alimentaire au centre de l'agenda politique. L'appui au secteur agricole dans un certain nombre de pays s'avère essentiel pour accroître la production et améliorer le fonctionnement des filières. L'essor des investissements peut être considéré comme une opportunité pour développer le secteur agricole. Les acquisitions foncières à grande échelle comportent cependant plusieurs risques à la fois sociaux, économiques et environnementaux. Il convient de souligner trois enjeux majeurs pour la sécurité alimentaire des populations et des pays hôtes :

L'accès et la sécurisation des droits à la terre et autres ressources : Les pays hôtes des investissements présentent des situations foncières contrastées. Dans de nombreux cas, les politiques et les modes de gouvernance du foncier ne permettent pas de garantir les droits des occupants de terres agricoles, notamment de ceux qui ne disposent pas de titres de propriété. De plus, ces opérations peuvent provoquer des conflits d'usage et augmenter la pression sur les terres de bonne qualité et les ressources en eau.

Le choix des formes de production à privilégier : De nombreux investissements se basent sur des exploitations à grande échelle. Une attention particulière doit être accordée pour que le développement de ces projets ne soit pas réalisé au détriment des agricultures familiales. En plus, ils doivent être accompagnés des mesures visant à assurer la création d'emplois, le développement des infrastructures et les revenus publics.

Les risques environnementaux sont également à prendre en considération : la déforestation liée à l'extension des surfaces cultivées, la pollution des nappes et la dégradation de la fertilité des sols par l'utilisation massive d'intrants chimiques et la diminution des ressources en eau.

Il s'avère essentiel d'appuyer la mise en place d'un cadre institutionnel approprié et de renforcer la capacité de négociation des populations et des pays hôtes au regard des enjeux pour la sécurité alimentaire.

Points de vue sur l'actualité :

Un nouveau cadre stratégique pour l'assistance humanitaire

Le 31 mars 2010, la Commission a adopté une communication sur l'assistance humanitaire¹⁶. Celle-ci présente un nouveau cadre pour l'action humanitaire de l'Union européenne, afin de renforcer ses efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les situations d'urgence et de post-urgence. Les objectifs principaux de cette Communication sont de renforcer l'efficacité et l'efficience de l'assistance alimentaire de l'UE ; et d'améliorer la cohérence, la coordination et la complémentarité entre la Commission, les Etats membres et les autres donateurs.

Lors du séminaire de la CE sur la sécurité alimentaire en Asie, Abigail Masefield¹⁷ du bureau régional d'ECHO a présenté son point de vue sur ce nouveau cadre, ses implications pour les interventions humanitaires de la CE et les principaux défis à relever.

Quel est le point fort de cette Communication et de la nouvelle approche en matière d'assistance humanitaire ?

La Communication préparée par la DG ECHO est le résultat d'un processus de consultation. Celle-ci a été développée en association étroite avec la communication sur la sécurité alimentaire (adoptée le même jour)¹⁸. Ce processus commun permet de respecter les orientations de deux politiques (l'aide alimentaire liée à des objectifs humanitaires¹⁹ d'une part et la sécurité alimentaire liée à des objectifs de développement d'autre part), tout en assurant la cohérence des deux documents.

Le point de départ est la reconnaissance de nouvelles approches dans la compréhension et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les situations d'urgence. Au niveau conceptuel, ces 15 dernières années ont été marquées par une importante évolution. On s'éloigne d'un recours à l'aide alimentaire en nature pour s'orienter vers la prise en compte d'un ensemble plus large d'outils d'assistance humanitaire (services associés, bons d'achat, transferts en argent, autres produits de base, compétences et connaissances, etc.).

En même temps, le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire a augmenté de manière dramatique ces dernières années. Environ 10% des personnes sous-alimentées souffrent d'insécurité alimentaire à la suite d'une catastrophe ou d'une situation d'urgence. Il est donc essentiel que les ressources humanitaires disponibles soient utilisées de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible.

Des recommandations sont formulées sur quand et comment répondre à une situation d'urgence. Quelles sont les principaux facteurs à prendre en compte pour les stratégies d'entrée et de sortie ?

La Commission devra regarder attentivement les avantages comparatifs de ses instruments humanitaires. Ses interventions pourront être déclenchées quand des taux d'urgence de mortalité ou de malnutrition aiguë ont été atteints, dépassés ou sont anticipés, et une détérioration sérieuse des moyens de subsistance ou le recours à des stratégies extrêmes d'adaptation posent des risques sévères pour les populations. Par conséquent, les interventions qui visent à protéger les moyens de subsistance et qui agissent avant que l'état nutritionnel ne se détériore pourraient constituer une réponse d'urgence légitime et appropriée. Toutefois, il est reconnu que les instruments humanitaires ne présentent aucun avantage comparatif pour lutter contre l'insécurité alimentaire chronique (sauf cas spécifiques).

Pour la stratégie de sortie, un retrait est envisagé quand les indicateurs se stabilisent et/ou les acteurs non-humanitaires sont en mesure de couvrir les besoins de la population. Lors d'une crise prolongée, le cycle court de planification et programmation humanitaire de la CE impose des contraintes. Une certaine marge de manœuvre est accordée pour encourager les stratégies pluriannuelles des partenaires, voire s'y adapter.

Quels sont les principaux défis pour la CE ?

Le basculement vers l'assistance alimentaire implique beaucoup de responsabilité pour la coordination avec les donateurs, les partenaires et les gouvernements, ainsi qu'au sein de la CE. L'insécurité alimentaire chronique et les besoins d'urgence qui résultent de l'insécurité alimentaire transitoire peuvent être imbriqués et superposés. Cela constitue l'un de nos principaux défis. Le lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement est essentiel si l'on veut assurer une intégration efficace de l'assistance et humanitaire et de développement.

16 Le 10 mai 2010, se basant sur la Communication, le Conseil des affaires étrangères de l'UE a adopté ses conclusions sur l'assistance alimentaire humanitaire.

La communication de la CE et les conclusions du Conseil sont disponibles sur le site du ROSA, ainsi que le document de travail qui se penche sur son opérationnalisation.

17 Coordinatrice pour l'assistance alimentaire en Asie du Sud.

18 Le cadre stratégique pour assister les PED à faire face au problème de l'insécurité alimentaire.

19 Pour s'attaquer aux symptômes immédiats ainsi qu'aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire transitoire et de la malnutrition aiguë.

Agenda

Événements passés

- **Réunion sur la nutrition du groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire** : Le mercredi 23 juin 2010 se tenait au Ministère français des Affaires étrangères et européennes (MAEE), la première réunion sur la nutrition du Groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire (GISA). Ce Groupe réunit l'ensemble des acteurs français concernés par la sécurité alimentaire. L'objectif du travail sur la nutrition est d'avancer sur la mise en œuvre du Document d'orientation stratégique de la France qui a été adopté en février 2010. >>>

Événements à venir

- **12-14 juillet** : Séminaire agriculture et développement rural : « questions clés » – Bruxelles
- **15-16 juillet** : Séminaire/formation sur le développement de filières en faveur des plus pauvres (EuropeAid) – Bruxelles
- **20-22 septembre** : Réunion de haut niveau sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) – New York.
- **11-14 octobre** : 36^{ème} réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – Rome
- **29 novembre-4 décembre** : Forum mondial de la sécurité sociale – Cap (Afrique du Sud)
- **29 novembre-10 décembre** : Conférence des Parties à la Convention sur le changement climatique (COP-16) – Cancun (Mexique)
- **Décembre** : 26^{ème} réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) – Accra (Ghana)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **Séminaire de la Commission Européenne sur la sécurité alimentaire en Asie**

Le principal objectif de ce séminaire était de réunir les acteurs de la Commission Européenne (CE) impliqués dans le domaine de la sécurité alimentaire en Asie. Quarante-trois personnes ont assisté au séminaire, venant des sièges (EuropeAid et DG RELEX), des délégations de quinze pays et des bureaux régionaux d'ECHO (Asie du Sud et Asie du Sud-est & Pacifique). Outre le personnel de la CE, des personnes ressources étaient invitées (consultants en transferts sociaux, nutrition et LRRD) ainsi que des représentants des organisations travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire au Laos et dans la région.

Le séminaire s'est articulé autour de quatre sessions dont trois thématiques. Une visite de terrain a été effectuée dans le district de Sangthong.

La **première session** avait comme objectif de poser les contours et les éléments de débat du séminaire. Trois **sessions thématiques** ont été organisées pour partager des informations, développer une compréhension commune et encourager la réflexion et les débats dans les domaines de la nutrition, les transferts sociaux et la problématique du LRRD (lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement).

Les présentations des différents intervenants ainsi qu'une synthèse préparée par l'équipe d'animation du ROSA sont disponibles sur le site. >>>

Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

➤ Lutte contre la malnutrition

Document de réflexion sur la nutrition dans les situations d'urgence, DG ECHO - 2010

Ce document de réflexion a été présenté par la DG ECHO aux Etats membres au Comité aide humanitaire et aide alimentaire du Conseil européen (COHAFA) le 8 juin 2010. Le document réaffirme l'engagement de la DG ECHO de lutter contre la malnutrition dans les crises humanitaires, et principalement contre ses causes immédiates, et présente le cadre de ses interventions. Après un rappel de l'ampleur de la malnutrition, le document identifie les grandes priorités de la DG ECHO en matière de lutte contre la malnutrition. >>>

Nutrition dans les pays en développement, Document d'Orientation Stratégique (DOS), Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes - 2010

Le DOS propose un cadre de coopération pour améliorer la synergie entre les acteurs français de coopération. Une partie problématique et contexte rappelle la concomitance dans certains pays de carences nutritionnelles et d'obésité (« double charge »), le coût économique de la malnutrition et les causes multiples de la malnutrition. Les réponses à apporter distinguent les actions directes qui agissent sur les causes immédiates (allaitement maternel, supplémentation en vitamine...) et les actions indirectes sur les causes sous-jacentes (appuis au secteur agricole, éducation, eau, assainissement...). Les systèmes nationaux et la gouvernance internationale doivent aussi être améliorés. >>>

➤ Changement climatique

Le changement climatique et ses implications sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, SCN - 2010

Ce numéro de la revue du SCN ("SCN News") est consacré au thème du changement climatique et à ses implications sur l'alimentation et la nutrition. Il présente une quinzaine d'articles qui appréhendent ce thème sous différents angles : impacts sur la sécurité alimentaire, effets sur la qualité des cultures vivrières, l'accès à l'eau potable, la disponibilité des aliments, les actions d'adaptation et d'atténuation au changement climatique basées sur les communautés villageoises, etc. >>>

Changement climatique, changement de mode de vie. Stratégies d'adaptation des communautés pastorales et agropastorales en Ethiopie et au Mali, ACF, IDS, Tearfund – May 2010

Les régions du Sahel en Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique sont déjà très affectées par des sécheresses répétées. Dans ces régions, les populations pastorales et agropastorales sont considérées comme étant particulièrement vulnérables au changement climatique. Ils ont démontré par leur passé une capacité remarquable à s'adapter aux changements climatiques, mais il est à craindre qu'ils ne puissent pas le faire aussi bien dans le futur. Ce rapport explore les implications du changement climatique pour les populations pastorales et agropastorales en Éthiopie et au Mali, en se basant sur des travaux de terrain effectués entre mai et octobre 2009. Le rapport est axé sur les perceptions locales des chocs climatiques, comment les populations y répondent et quelles sont leurs contraintes. >>>

➤ Protection sociale et transferts sociaux

Les contraintes au développement de la protection sociale : les enseignements de l'Asie, IDS – Juin 2010

Ce bulletin de l'IDS présente une série de contributions réalisées dans le cadre d'un programme de recherche et de mise en réseau sur la protection sociale en Asie (Chine, Vietnam, Indonésie, Inde, Pakistan, Bangladesh). Ce programme de 3 ans avait été mis en place suite à la crise financière asiatique de la fin des années 1990. Les contributions apportent aujourd'hui des éclairages intéressants sur la conception de systèmes de protection sociale appropriés répondant à des besoins identifiés, alors que le contexte est marqué par des crises multiples et que la protection sociale est de nouveau en haut de l'agenda politique international. >>>

La protection sociale en Afrique : comment avancer ?, Center for Social Protection (CSP), IDS, ODI, RHVP, School of International Development at the University of East Anglia – Juin 2010

Ce document est issu d'une réunion organisée par le RHVP en avril 2010 pour discuter de l'état de la protection sociale en Afrique et réfléchir aux actions à mener. Le document part du constat que si des progrès importants ont été faits en matière de protection sociale dans de nombreux pays d'Afrique, il reste d'importants défis à relever : difficultés des projets pilote à changer d'échelle, réticence de plusieurs gouvernements africains à institutionnaliser les transferts sociaux au niveau

national, absence de consensus sur les orientations futures. Après avoir rappelé les différentes approches suivies en matière de protection sociale, chacune ayant des résultats contrastés, le document présente une analyse des contraintes rencontrées et propose 5 grandes options pour le futur, ainsi que 10 principes devant guider l'engagement des partenaires au développement. >>>

➤ **Autres thématiques**

Observatoire du droit à l'alimentation et la nutrition. Qui contrôle la gouvernance du système alimentaire mondial ?, Bread for the world, ICCO et FIAN – octobre 2009

L'Observatoire est une publication annuelle réalisée collectivement par un consortium d'organisations de droits humains, de mouvements sociaux et d'agences de développement. L'observatoire se veut un outil répondant à deux objectifs : faire pression sur les décideurs politiques pour la prise en compte du droit à l'alimentation ; compiler les meilleures pratiques en matière de réalisation du droit à l'alimentation. >>>

Des mythes persistants sur l'aide d'urgence en semences agricoles, Sperling L et Mc.Guire S.J. – 2010

Les fournitures de semences sont la principale réponse agricole lors des phases d'urgence et de réhabilitation de l'aide humanitaire. Elles sont mises en œuvre par diverses agences et largement promues : par exemple la FAO, à elle seule, a géré 400 projets de ce type entre 2003 et 2005. Cependant, les aides en semences ne pas l'objet d'une attention suffisamment critique et perpétuent ainsi des « mythes » parmi les praticiens et décideurs politiques, et la communauté humanitaire en général. Cet article remet en cause 5 grands mythes au sujet de l'aide en semences. >>>

La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements et évolution des approches, Janin P. – Mai-juin 2010

L'insécurité alimentaire constitue un marqueur historique des sociétés et des espaces sahélo-soudaniens d'Afrique de l'Ouest. Mais son diagnostic reste difficile en dehors des contextes de crise alimentaire car elle varie fortement dans le temps et dans l'espace. Se pose donc la question des lieux, des périodes et des méthodes pour caractériser cette insécurité, en assurer un suivi et tenter de la réduire. Cet article met l'accent sur les approches conceptuelles et méthodologiques couramment utilisées pour étudier l'insécurité alimentaire future dans le Sahel. >>>

Activités du réseau

➤ **Une séance d'information sur le ROSA à l'InfoPoint d'EuropeAid**

Le 8 juillet 2010 s'est tenue à l'InfoPoint de EuropeAid à Bruxelles, une séance consacrée à la présentation du réseau ROSA. L'occasion était ainsi donnée à l'équipe d'animation et à EuropeAid (unités E6 et G4) de valoriser les travaux du réseau, de présenter ses objectifs et d'expliquer son fonctionnement. La séance a réuni une trentaine de participants, provenant des différents services et organes de la Commission (AIDCO, DEV, RELEX, Parlement) ainsi que d'institutions extérieures (coopération belge, espagnole, UNICEF, ONG, consultants...). >>>

➤ **Le lancement d'un forum de discussion sur la sécurité alimentaire des populations pastorales**

L'unité E6 d'EuropeAid est en train de préparer une note d'orientation sur les modes de vie des populations pastorales et leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Une version provisoire de ce document est disponible sur le site du ROSA afin de recueillir vos commentaires et suggestions. Pour contribuer à la discussion, rendez-vous sur le site dans la rubrique "[Forums publics](#)". Pour plus d'information sur la note d'orientation, vous pouvez contacter Michele Nori (Michele.Nori@ec.europa.eu)